

Et si Assad était en fait en train de gagner en Syrie ?

Contrairement à ce que laisse penser une partie de la presse occidentale, le régime de Bachar Al Assad est loin d'être au bord du gouffre, tant sur le plan politique que militaire. Malgré de réelles difficultés, le pouvoir en place réussit peu à peu à se poser dans l'opinion comme le seul rempart crédible contre l'ingérence étrangère et l'instauration d'un état islamique.

Effet d'optique — Publié le 10 janvier 2013

Bachar al-Assad s'adresse avant tout à ses partisans, à qui il veut donner confiance dans la victoire prochaine.

Atlantico : Dans son discours dimanche dernier, Bachar el Assad s'est dit ouvert sous certaines conditions à l'organisation d'élections dans son pays. Certains voient cette ouverture comme la dernière tentative de survie d'un régime au bord de l'agonie politiquement. Qu'en est-il en réalité ?

Fabrice Balanche : Le discours de Bachar el Assad, dimanche 6 janvier 2013, était tout d'abord destiné à montrer qu'il demeure le Président de la Syrie et qu'il entend le rester. Il oppose un démenti cinglant à l'opposition qui répète depuis près de deux ans que le régime n'en a plus que pour quelques semaines, aux chancelleries occidentales qui évoquent son prochain exil à Cuba, en Russie ou au Venezuela. Le contexte militaire se prête à cette prestation puisque les forces du régime ont repoussé les rebelles des périphéries de Damas ; la ville de Homs, « capitale de la révolution » est presque de nouveau sous le contrôle de l'armée régulière, quant à Alep, les rebelles ne sont pas parvenus à la prendre, malgré leur « offensive décisive » [1] de septembre dernier. Certes, les rebelles ont gagné du terrain dans l'Est et le Nord, mais ils n'ont pas réussi à s'emparer des grandes villes, fermement tenues par les forces du régime.

Bachar el Assad s'adresse avant tout à ses partisans, à qui il veut donner confiance dans la victoire prochaine. Vu d'Occident et à travers la médiation de l'opposition syrienne, cela peut paraître complètement irréaliste [2]. Son but n'est pas de convaincre l'opinion publique occidentale, ni d'amener vers lui

la Coalition Nationale Syrienne du cheikh Moaz al Khatib. Au contraire, il a traité cette dernière de « marionnettes de l'Occident » et « d'esclaves » refusant toutes négociations avec eux. Bachar el Assad annonce un processus de dialogue national, suivi d'élections législatives puis des présidentielles en 2014, conformément au calendrier habituel. Aucun changement par rapport à la ligne adoptée au début de la crise, et on ne peut être que dubitatif quant à la sincérité de son plan de paix.

Ce n'est pas la dernière tentative de survie d'un régime à l'agonie. Il s'est affaibli, mais il ne montre pas de signe d'écroulement ou d'être engagé irrémédiablement sur la fin. Tous les espoirs lui sont encore permis de se redresser si les paramètres locaux et internationaux ne sont pas modifiés. Car, dans la situation actuelle, l'opposition ne peut pas l'emporter.

Comment se partage aujourd'hui l'opinion publique ? Peut-on parler d'un réel consensus anti-Assad au sein de la population ?

En choisissant l'Opéra de Damas, qui est une des plus grande salle de la capitale, et non le parlement ou un amphithéâtre de l'Université, Bachar el Assad a voulu donner l'impression qu'il dispose d'un large soutien populaire. Il s'est risqué à un bain de foule à l'intérieur de l'opéra, mais nous n'avons pas vu de manifestation de ses partisans à l'extérieur, comme c'était le cas en 2011, au début de la crise. Une minorité, notamment parmi les minorités confessionnelles, la bourgeoisie et l'appareil bureaucratique, soutiennent fermement Bachar el Assad, une autre minorité, dans les classes populaires arabes sunnites et les cercles intellectuels, le déteste franchement et exige son départ. Mais pour la majorité des Syriens, c'est le retour à la paix qui est primordial même si le maintien de Bachar el Assad à la tête de l'État est le prix à payer. Plus que l'adhésion de la population, c'est l'apathie de la population que le régime recherche.

Il veut montrer, par sa ténacité, qu'il se battra jusqu'au bout et que sa fin signifiera le chaos [3]. Cela incite les Syriens à abdiquer leurs revendications politiques pour un retour à la sécurité. L'objectif de Bachar el Assad est de prouver que son régime est davantage capable que l'opposition d'assurer cette sécurité, dans le but de priver les rebelles du soutien de la population. Il s'agit d'une technique classique de contre-insurrection qui s'appuie sur un principe simple : la population suit toujours celui qui inspire le plus de crainte et qui est susceptible

d'assurer la sécurité, indépendamment de la justesse de sa cause. Les bombardements de l'aviation syrienne sur les zones tenues par les rebelles, n'ont d'autre objectif que de plonger les civils dans l'insécurité.

Les rebelles sont ils en situation dominante sur le plan militaire ? N'allons-nous pas au contraire vers un statu-quo qui risque d'enliser un peu plus le conflit ?

Le régime contrôle aujourd'hui un tiers du territoire : un axe reliant la région côtière à Damas, et les grandes villes du pays en totalité ou en partie, comme à Alep et Deir Ez Zor. Mais en termes de population, il s'agit de plus de 50% de la population. Les rebelles contrôlent seulement 15 à 20% de la population, dont une partie croissante fuit dans les pays voisins, 10% de la population réside dans les zones tenues par les milices kurdes (les quartiers nord d'Alep et les territoires kurde du Nord), alliés stratégiques du régime, et enfin, nous avons 20 à 25% des Syriens qui sont dans des zones disputées. Globalement le régime est puissant dans le Sud et l'Ouest de la Syrie, tandis que les rebelles dominent le Nord et l'Est. Les territoires peuplés par les minorités confessionnelles (20% de la population) demeurent acquis au régime ; les territoires ruraux à forte identité arabe sunnite penchent davantage du côté des rebelles, si localement les tribus n'ont pas fait allégeance au régime, comme à Raqqa et Hassakeh. En fait la situation sur le terrain est extrêmement complexe et exige une analyse détaillée de la répartition communautaire, des clans et des antagonismes sociaux.

Les rebelles sont divisés et donc incapable de lancer des offensives durables de grande ampleur. Les combattants islamistes, armés et financés par les pétromonarchies du Golfe s'imposent au sein de l'opposition armée, marginalisant les éléments laïcs de l'Armée Syrienne Libre. Mais ce n'est pas seulement une question de financement, car l'argent a plutôt un pouvoir démobilisateur sur les combattants de l'ASL qui voient les responsables s'enrichir. De nombreux groupes de l'ASL se livraient au pillage pour financer leur combat, mais aujourd'hui, c'est devenu une habitude, voir la seule raison de combattre : inutile de se lancer dans une offensive risquée contre un quartier repris par l'armée à Alep, puisqu'il n'y a plus rien à piller. Une série de reportages publiés dans le Guardian fin décembre 2012 [4] sont très éclairant sur le comportement de nombreux groupes rebelles à Alep. Tout cela entraîne un rejet des rebelles par la popu-

lation, qui en appelle aux combattants islamistes, mais jusqu'à quand ? Désormais, dans certains quartiers d'Alep, les islamistes interdisent aux femmes de conduire une voiture et le hijab est de rigueur. Les arrestations et exécutions arbitraires [5] par les rebelles achèvent de les faire ressembler aux shabiha (para-militaires) du régime.

En conséquence quelles perspectives se dessinent aujourd'hui pour la Syrie au vu de la situation actuelle ?

Tout d'abord, la perspective d'une intervention étrangère s'est éloignée. Le déploiement des missiles patriotes en Turquie pour prévenir ce membre de l'OTAN d'être frappé par l'armée syrienne, n'est qu'une réponse symbolique. Ni les États-Unis, ni les pays de l'Union Européenne ne souhaitent s'engager dans un conflit qui est qualifié ouvertement de guerre civile communautaire par l'ONU. La montée en puissance des islamistes, notamment des groupes tels que le Front al Nosra, émanation d'Al Qaïda, empêche toute intervention directe de l'OTAN [C'est la meilleure : les jihadistes protègent la Syrie contre les prédateurs de l'OTAN ! Il ne faut pas oublier que les jihadistes sont une création de la CIA, de l'ISI et des Séoud, il y a trente ans de ça]. En France, comment le Quai d'Orsay pourrait-il justifier une intervention militaire pour éradiquer les islamistes du Nord Mali alors qu'il contribuerait à les installer au pouvoir en Syrie ? Israël commence à s'inquiéter d'un changement de régime en Syrie, l'État hébreux renforce sa frontière sur le Golan, car l'armée syrienne aurait abandonné le terrain aux Islamistes [6].

En Syrie, Bachar el Assad mène une stratégie de contre-insurrection contre les rebelles qui commence à porter ses fruits. Au début de la crise, il avait du mal à mobiliser la population et ses forces de répression pour la défense d'un régime corrompu et dictatorial, désormais il possède une idéologie plus mobilisatrice : la défense de la Syrie face à l'ingérence étrangère et l'islamisme. L'économie formelle est au point mort, mais il dispose d'un fort soutien financier et militaire de la part de l'Iran et de la Russie, ce qui lui permet de financer l'appareil d'État et d'entretenir l'armée. Les rebelles sont dans une situation plus délicate, les aides extérieures se réduisent faute de succès tangibles, le matériel sophistiqué tant attendu n'arrive pas, les oppositions armées et les oppositions politiques n'ont toujours pas réussi à s'entendre pour créer une véritable organisation structurée qui lui permette de passer de la guérilla à la prise du pouvoir.

L'année 2013 sera encore sanglante, nous devrions dépasser les 100.000 morts et le million de réfugiés dès l'été. Aucune négociation sérieuse n'est possible car l'opposition est trop divisée pour que tout accord soit respecté sur le terrain. La Russie et l'Iran ayant beaucoup plus à perdre que l'Occident et les pétromonarchies du Golfe, il est impossible que les alliés de Bachar el Assad lui retirent leur soutien. L'issue de la crise syrienne se jouera sur le terrain militaire pendant encore plusieurs mois ou plusieurs années. La population syrienne est devenue irréconciliable, ce qui signifie à terme une partition du pays. Bahar el Assad peut gagner la guerre mais il ne gagnera pas la paix. [effectivement, Seuls les Russes peuvent la gagner, La destinée non manifeste de la Russie est d'être créatrice de paix, l'antithèse du Pentagone et de l'OTAN]

Propos recueillis par Théophile Sourdille

NOTES

[1] http://www.lepoint.fr/fil-info-reuters/les-rebelles-syriens-annoncent-une-bataille-decisive-a-alep-27-09-2012-1511053_240.php

[2] <http://www.france24.com/fr/20130106-syrie-bachar-assad-discours-solution-politique-rejet-cns-opposition?>

[3] Mais un spécialiste des situations d'urgence d'une agence onusienne nous formulera, sous couvert d'anonymat, un élément de réponse sans nuance : « On n'a pas encore vu le pire. Quand Bachar El-Assad tombera, ce sera vraiment le chaos ». http://www.marianne.net/En-Jordanie-l-Unicef-donne-la-parole-aux-femmes-syriennes_a225611.html

[4] <http://www.guardian.co.uk/world/2012/dec/27/syria-n-rebels-scramble-spoils-war>

[5] <http://www.guardian.co.uk/world/2012/dec/28/aleppo-revolution-abu-ali-sulaibi>

[6] <http://www.france24.com/fr/20130107-israel-syrie-golan-mur-securite-cloture-crise-rebelles-djihadistes>